

UN ESPACE SÛR ET JUSTE POUR L'HUMANITÉ



LE CONCEPT DU « DONUT »

Kate Raworth

Oxfam

Le défi que doit relever l'humanité au XXI^e siècle consiste à éradiquer la pauvreté et à assurer la prospérité pour tous dans la limite des moyens des ressources naturelles limitées de la planète. Maintenant que le compte à rebours pour Rio+20 a commencé, ce document de discussion propose un cadre visuel – qui prend la forme d'un donut – qui rassemble les limites planétaires et les limites sociales, créant un espace sûr et juste entre les deux, dans lequel l'humanité peut se développer. Pour se placer dans cet espace, il est nécessaire d'assurer bien plus d'équité – au sein même des pays et entre eux – sur le plan de l'utilisation des ressources naturelles, et bien plus d'efficacité dans la transformation de ces ressources pour satisfaire les besoins humains.

Les documents de discussion d'Oxfam

Les documents de discussion d'Oxfam visent à contribuer au débat public et à susciter des réactions sur les questions de développement et de politique humanitaire. S'agissant de « travaux en cours », ces documents ne constituent pas nécessairement des publications finales et ne traduisent pas les positions politiques d'Oxfam. Les opinions et recommandations exprimées sont celles de l'auteur et pas forcément celles d'Oxfam.

TABLE DES MATIÈRES

Note de l'auteur	2
Résumé	4
1 À la recherche d'une boussole pour le XXI^e siècle	7
2 Un espace sûr et juste pour l'humanité	8
3 Un plancher social : les droits de l'homme	11
4 Un plafond environnemental : les limites planétaires	15
5 Entre les limites	19
6 La dynamique de la distribution	24
7 Lancer le débat	27
Annexe 1	28
Notes	29

NOTE DE L'AUTEUR

La campagne Cultivons d'Oxfam a pour objectif de cultiver un avenir meilleur – et pour ce faire, la priorité, c'est de garantir la sécurité alimentaire pour tous. Mais il s'agit aussi de cultiver une idée plus large de la prospérité dans un monde aux ressources limitées. Oxfam est d'avis que, durant les dix années à venir, nous avons besoin d'effectuer une transition rapide vers un nouveau modèle de prospérité, un modèle qui donne lieu au développement économique, respecte les limites de la planète et se fonde sur l'équité*.

Maintenant que le compte à rebours pour Rio+20 a commencé, ce document de discussion représente une première étude de l'allure que pourrait prendre un tel modèle de prospérité. Il s'inscrit dans une longue tradition de réflexion sur le développement durable – de la Commission Brundtland à la Déclaration de Rio de 1992 et l'Agenda 21 (ou Action 21) – et s'inspire de l'approche plus récente des limites planétaires proposée par le Stockholm Resilience Centre.

Le cadre présenté dans ce document ne représente pas la politique générale d'Oxfam ; il s'agit plutôt d'une idée avancée par Oxfam pour stimuler des discussions et des débats supplémentaires.

Les idées présentées ici ont été considérablement enrichies par les suggestions et les critiques émanant de représentants gouvernementaux, de scientifiques, d'économistes et de spécialistes du développement. Mais le cadre reste résolument un travail en cours. Oxfam se réjouira de recevoir des réactions et commentaires sur les points forts, les points faibles, les utilisations et le potentiel de ce cadre et elle espère que les idées présentées ici contribueront à un débat enrichi sur le développement durable.

Veillez envoyer vos réactions et commentaires à kraworth@oxfam.org.uk ou bien écrivez un commentaire sur le blog portant sur ce document sur : <http://oxf.am/oef>. Ce blog acceptera des commentaires jusqu'au 30 juin 2012.

* R. Bailey (2011) Cultiver un avenir meilleur, Oxfam : Oxford. Disponible sur : <http://www.oxfam.org/en/grow/reports> (dernière consultation en novembre 2011)

RÉSUMÉ

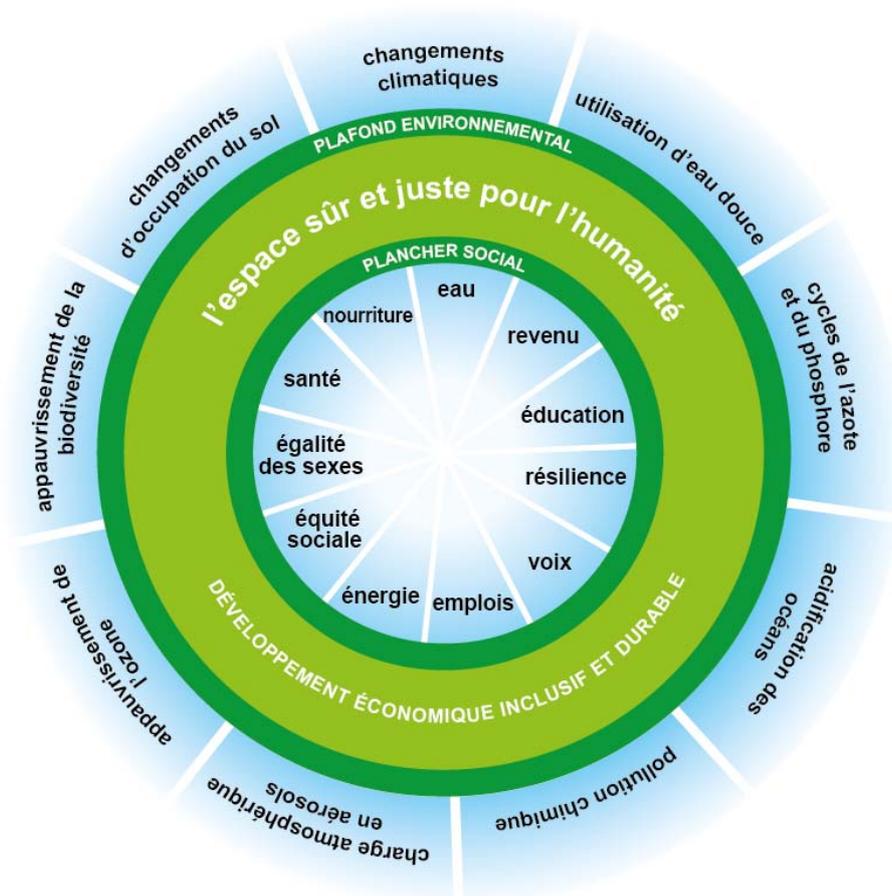
Ce document de discussion présente un cadre visuel pour le développement durable – qui prend la forme d'un donut – en combinant le concept des limites planétaires et le concept complémentaire des limites sociales.

Pour parvenir au développement durable, il faut que chacun ait les ressources requises – comme de la nourriture, de l'eau, des soins de santé et de l'énergie – pour que ses droits humains soient respectés. Et il faut aussi que l'utilisation des ressources naturelles par l'humanité ne cause pas une pression au niveau des processus cruciaux du système terrestre – en causant des changements climatiques ou l'appauvrissement de la biodiversité, par exemple – qui fasse sortir la Terre de l'état de stabilité, dit Holocène, qui a été si bénéfique pour les êtres humains au cours des 10 000 dernières années.

Durant la période précédant la Conférence des Nations Unies sur le développement durable (connue sous le nom de Rio+20), qui aura lieu en juin 2012, et le Sommet de haut niveau sur les Objectifs du Millénaire pour le développement, qui aura lieu en 2013, on assiste à un débat qui ne cesse de prendre de l'ampleur sur la façon d'établir des buts mondiaux de développement renouvelés et élargis qui rassemblent le double objectif de l'éradication de la pauvreté et de la durabilité environnementale.

La Figure I ci-dessous les rassemble dans un cadre unique. Les planchers sociaux forment une limite intérieure, en-deçà de laquelle il y a de nombreuses dimensions de privation humaine. Le plafond environnemental forme une limite extérieure, au-delà de laquelle il y a de nombreuses dimensions de dégradation environnementale. Entre les deux limites se trouve un espace – qui a la forme d'un donut – et qui représente un espace sûr sur le plan environnemental et juste sur le plan social dans lequel l'humanité peut prospérer. C'est aussi l'espace dans lequel peut se produire un développement économique inclusif et durable.

Figure I. Un espace sûr et juste permettant à l'humanité de prospérer : une première illustration



Source : Oxfam. Les 11 dimensions du plancher social sont illustratives et se basent sur les priorités gouvernementales pour Rio+20. Les neuf dimensions du plafond environnemental se basent sur les limites planétaires décrites par Rockström et al (2009b)

Les premières tentatives en vue de quantifier les limites sociales et planétaires transforment le cadre en boussole à l'échelle planétaire, et montrent que l'humanité est loin de vivre à l'intérieur du donut. De profondes inégalités de revenus, de genre et de pouvoir font que des millions de personnes vivent en-deçà de chacune des dimensions du plancher social. Presque 900 millions de personnes sont confrontées à la faim ; 1,4 milliard de personnes vivent avec moins de 1,25 \$ par jour et 2,7 milliards n'ont pas accès à des installations salubres pour la préparation des aliments. Dans le même temps, le plafond environnemental a d'ores et déjà été dépassé pour au moins trois des neuf dimensions : les changements climatiques, l'utilisation d'azote et l'appauvrissement de la biodiversité.

La dynamique au sein du concept du donut

Le défi à relever pour se situer dans l'espace sûr et juste pour l'humanité est complexe parce que les limites sociales et planétaires sont interdépendantes. La pression s'exerçant sur l'environnement peut exacerber la pauvreté et vice-versa. Les politiques conçues pour retourner à l'intérieur des limites planétaires peuvent, si leur conception laisse à désirer, enfoncer les gens encore en-deçà du plancher social et vice-versa. Mais des politiques bien conçues peuvent promouvoir à la fois l'éradication de la pauvreté et la durabilité environnementale – et ainsi placer l'humanité à l'intérieur du concept du donut depuis les deux côtés.

L'éradication de la pauvreté entraînerait-elle une pression excessive sur les limites planétaires ? Non. Les données disponibles indiquent que le plancher social pourrait être assuré pour toutes les personnes actuellement en vie avec une quantité de ressources supplémentaires extrêmement modeste :

- **Nourriture** : pour fournir les calories supplémentaires requises par les 13 pour cent de la population mondiale qui sont confrontés à la faim, il faudrait à peine un pour cent de la quantité d'aliments actuellement disponibles dans le monde.
- **Énergie** : pour fournir en électricité les 19 pour cent des habitants du monde qui n'en ont pas à l'heure actuelle il faudrait une augmentation de moins de un pour cent des émissions mondiales de CO₂.
- **Revenus** : pour mettre fin à la pauvreté de revenu des 21 pour cent de la population mondiale qui vivent avec moins de 1,25 dollar par jour, il faudrait à peine 0,2 pour cent des revenus mondiaux.

De fait, la plus grande source de pression pour les limites planétaires à l'heure actuelle réside dans la consommation excessive de ressources par les 10 pour cent les plus riches de la population mondiale, et dans les schémas de production des entreprises qui produisent les biens et les services qu'achètent ces 10 pour cent :

- **Carbone** : environ 50 pour cent des émissions de carbone mondiales sont produites par à peine 11 pour cent de la population ;
- **Revenus** : 57 pour cent des revenus mondiaux se trouvent dans les mains d'à peine 10 pour cent de la population ;
- **Azote** : 33 pour cent du budget durable d'azote du monde est utilisé pour produire de la viande pour les habitants de l'UE – lesquels ne représentent que 7 pour cent de la population mondiale.

Un facteur qui vient intensifier la pression exercée par les consommateurs les plus riches du monde est une « classe moyenne » mondiale en expansion qui aspire à émuler les modes de vie qui accompagnent actuellement les revenus élevés. D'ici à 2030, la demande mondiale d'eau augmentera de 30 pour cent selon les prévisions, et la demande de nourriture et celle d'énergie de 50 pour cent chacune. De plus, la manière inefficace dont les ressources naturelles sont actuellement utilisées pour subvenir aux besoins humains – par exemple le gaspillage de nourriture, les fuites dans les systèmes d'irrigation et les véhicules qui consomment beaucoup – ne fait qu'accroître la pression.

Pour rejoindre l'espace sûr et juste pour l'humanité il faut éradiquer la pauvreté, afin de permettre à tout le monde de passer au-dessus du plancher social, et réduire l'utilisation des ressources au niveau mondial afin de la ramener en-deçà des limites planétaires. La justice sociale exige la réalisation de ce double objectif au moyen d'une équité mondiale beaucoup plus importante pour ce qui est de l'utilisation des ressources naturelles, les plus grandes réductions devant être effectuées par les consommateurs les plus riches du monde. Et elle exige une efficacité très accrue dans la transformation des ressources naturelles pour subvenir aux besoins humains.

Ce cadre fait ressortir une nouvelle manière de voir le développement durable. Cela fait longtemps que les défenseurs des droits de l'homme mettent en relief la nécessité de satisfaire la revendication par chaque personne des aspects essentiels à la vie, tandis que les économistes écologiques ont souligné la nécessité de situer l'économie dans des limites environnementales. Ce cadre rassemble ces deux aspects, créant un système fermé limité à la fois par les droits de l'homme et la durabilité environnementale. L'espace qui en résulte – le donut – est le lieu où se produit le développement économique inclusif et durable. Il n'implique aucune limite pour le bien-être humain : c'est en effet dans cet espace que l'humanité a les meilleures chances de prospérer.

1 À LA RECHERCHE D'UNE BOUSSOLE POUR LE XXI^e SIÈCLE

L'humanité a actuellement un train de vie qui dépasse largement les moyens de la planète, puisqu'elle consomme les ressources renouvelables de la Terre comme si elle avait à sa disposition les ressources d'une planète et demie¹. Dans le même temps, de nombreux millions de personnes vivent dans des conditions de pauvreté révoltantes. Les raisons de longue date de cette injustice sont au nombre de trois.

Premièrement, et c'est la raison la plus importante, de nombreux gouvernements échouent depuis plusieurs décennies à donner la priorité à la lutte contre la pauvreté nationale et internationale, tout en accordant une attention largement insuffisante aux efforts en vue de comprendre et de respecter les limites de l'utilisation durable des ressources naturelles. Dans les deux cas, ils ont permis aux intérêts d'élites et de groupes de pression puissants de passer avant les intérêts des communautés marginalisées et de l'humanité dans son ensemble.

Deuxièmement, les politiques économiques classiques n'ont jusqu'ici pas permis d'obtenir une croissance économique inclusive et durable, et les décideurs continuent de s'en remettre à des indicateurs économiques – comme la croissance du PIB – qui sont loin de convenir pour mesurer ce qui importe pour la justice sociale et l'intégrité environnementale. Comme l'a conclu la Commission Stiglitz-Sen-Fitoussi de 2009 sur la mesure des performances économiques et du progrès social,

Ceux qui s'efforcent de guider nos économies et nos sociétés sont dans la même situation que celle de pilotes qui chercheraient à maintenir un cap sans avoir de boussole fiable... Lorsque les instruments de mesure sur lesquels repose l'action sont mal conçus ou mal compris, nous sommes quasiment aveugles.²

Troisièmement, le plan d'action en vue de l'obtention d'un développement durable convenu il y a plus de deux décennies n'a pas été mis en pratique. Le rapport de 1987 de la Commission Brundtland, *Notre avenir à tous*³, a ouvert la voie à des engagements internationaux de grande portée, présentés dans la Déclaration de Rio de 1992 et l'Agenda 21 (ou Action 21)⁴. Mais ces engagements n'ont pas été respectés et, à l'heure actuelle, les préoccupations environnementales, sociales et économiques sont trop souvent gérées en parallèle par des ministères gouvernementaux séparés, défendues par des ONG séparées et débattues par des journalistes séparés dans les médias. Cependant, il est possible que les défis mondiaux croissants des changements climatiques, des crises financières, de la volatilité des prix des produits alimentaires et des hausses des prix des produits de base forcent maintenant enfin la communauté internationale à reconnaître que ces questions sont inévitablement interconnectées et doivent être abordées ensemble.

La date cible de 2015 pour la réalisation des Objectifs du Millénaire pour le développement (OMD) approche à grands pas, et de nombreux gouvernements et organisations de la société civile soutiennent l'idée de renouveler, actualiser ou élargir les OMD pour les décennies à venir. Dans le même temps, les préparatifs en vue de la Conférence des Nations Unies sur le développement durable (connue sous le nom de Rio +20), qui aura lieu en juin 2012, ont contribué à déclencher un dialogue international autour de la proposition de créer des Objectifs de développement durable pour contribuer à aiguiller l'humanité à l'avenir.

Toute vision du développement durable adaptée au XXI^e siècle devra reconnaître que l'éradication de la pauvreté et l'obtention de la justice sociale sont inextricablement liées aux efforts en vue d'assurer la stabilité et le renouvellement environnementaux. Pour progresser vers cette vision, il faudra des buts et des indicateurs clairs qui serviront de boussole pour le voyage à venir. Le présent document de discussion cherche à présenter un cadre et à examiner des idées qui pourraient contribuer à fournir une telle boussole.

2 UN ESPACE SÛR ET JUSTE POUR L'HUMANITÉ

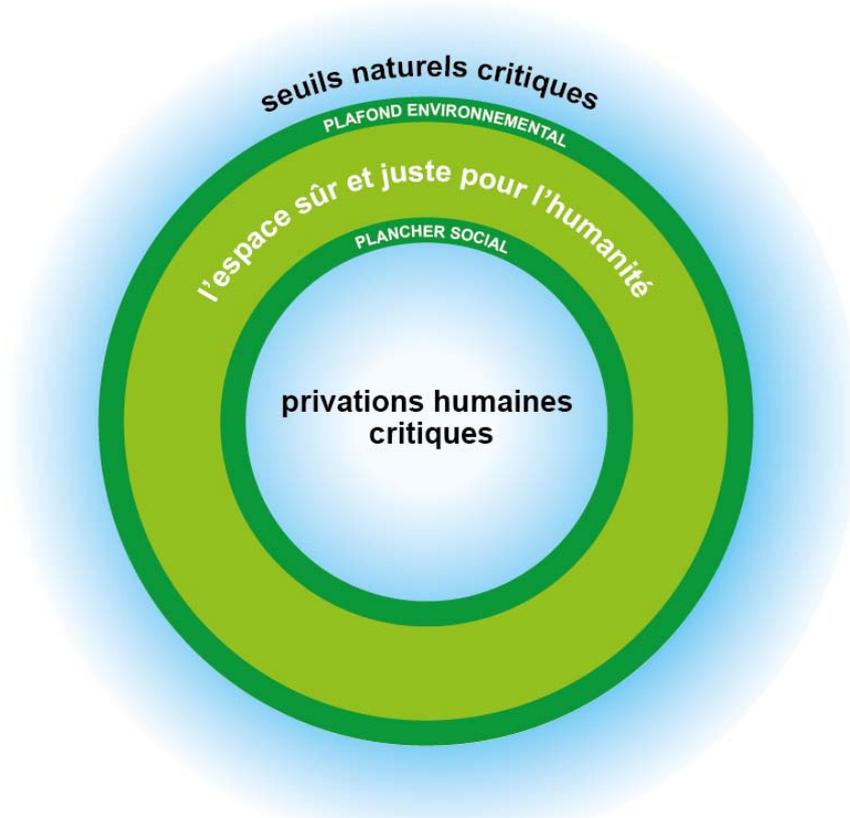
Un élément central de la quête du développement durable est la nécessité absolue d'éradiquer la pauvreté afin que chacun puisse mener une vie libre de privations. Cela dépend en grande partie des efforts en vue de faire en sorte que l'utilisation collective par l'humanité des ressources naturelles reste dans des limites durables. La Figure 1 (ci-dessous) donne une représentation visuelle simple de ce double objectif.

Au centre de l'image se trouve un espace de privations humaines critiques – comme la faim, l'analphabétisme, la pauvreté et le fait d'être « sans voix ». Il faut donner la priorité absolue à veiller à ce que chacun soit débarrassé de ces privations et se voit conférer les droits et les ressources requis pour établir un plancher social lui permettant de mener une vie caractérisée par la dignité, l'opportunité et l'épanouissement.

Dans le même temps, le développement durable exige que l'utilisation des ressources naturelles par l'humanité ne dépasse pas les limites environnementales. Il s'agit de reconnaître que de nombreux systèmes terrestres ont des seuils naturels critiques ou des gradients de risque croissant – comme les changements climatiques, l'appauvrissement de la biodiversité et les changements d'occupation du sol – qu'il ne faut pas dépasser si l'on veut que la terre reste dans son état stable actuel, connu comme l'Holocène, qui a permis à de nombreuses civilisations humaines de naître, de se développer et de prospérer⁵.

Entre un plancher social qui protège contre les privations humaines critiques et un plafond environnemental qui permet d'éviter le dépassement des seuils naturels critiques, on trouve un espace sûr et juste pour l'humanité – qui a la forme d'un donut (ou, si vous préférez, un pneu, un bagel ou une bouée). Il s'agit de l'espace dans lequel tant le bien-être humain que le bien-être planétaire sont assurés et leur interdépendance respectée.

Figure 1. Imaginer un espace propice au développement durable



Source : Oxfam, s'inspirant de Rockström et al (2009b)⁶

Ce cadre adopte un point de vue mondial des privations humaines et de la dégradation environnementale. Il y a, bien entendu, de nombreuses inégalités contenues dans ce tableau planétaire – en termes de pauvreté, de pouvoir, d'utilisation des ressources naturelles et de pression sur l'environnement. Il est crucial de lutter contre ces inégalités pour parvenir au développement durable.

Quelle comparaison peut-on établir entre les limites sociales et les limites planétaires ?

Il y a des caractéristiques importantes que ces deux concepts ont en commun :

- **Les aspects fondamentaux du développement durable** : il est essentiel pour le développement durable de veiller à ce que la vie des gens se fonde sur un plancher social, mais aussi de rester en-deçà du plafond environnemental : le fait de dépasser l'une ou l'autre de ces limites peut déclencher des crises sociales et écologiques. Le développement durable ne peut réussir que si l'éradication de la pauvreté et la durabilité environnementale sont recherchées simultanément.
- **Des limites basées sur des normes** : le plancher social et le plafond environnemental sont tous deux des limites essentiellement normatives. Ce qui constitue une privation humaine est déterminé par des normes sociales largement adoptées. De même, bien que la science se concentre sur la présentation d'une description objective de la réalité biophysique de la planète, la question de savoir où fixer les limites de l'utilisation des ressources naturelles est une question normative, basée sur les perceptions du risque et sur le fait qu'il est souhaitable de se maintenir dans l'Holocène.
- **Du niveau mondial au niveau local** : tant le niveau local que le niveau mondial revêtent une importance pour se maintenir dans les limites planétaires et sociales. Par exemple, la déforestation dans un pays peut constituer le point de basculement vers des inondations soudaines localisées et la dégradation des sols, bien avant de commencer à avoir une incidence sur les changements d'occupation du sol à l'échelle du système terrestre. De même, les groupes sociaux minoritaires au sein d'un pays peuvent subir une grave marginalisation bien avant que leur exclusion ne se manifeste clairement dans les données nationales, et à plus forte raison mondiales, sur les inégalités sociales.

Il y a une différence significative entre le plafond environnemental et le plancher social : leurs états initiaux de « stress ». Les processus du système terrestre se situaient dans un « espace sûr » avant l'ère industrielle, après quoi les activités humaines ont commencé à exercer une pression considérable : l'objectif doit maintenant être de retourner dans cet « espace sûr ». En revanche, la population humaine n'a jamais vécu au-dessus du plancher social dans un « espace juste » : le but désormais doit être que toute l'humanité y parvienne.

Quelles perspectives ce cadre peut-il ouvrir ? Trois angles.

1. Une vision intégrée : si l'on prend pour centre d'intérêt le développement durable, il est évident que la vie de chacun doit être construite sur le plancher social que constituent les droits de l'homme, tout en restant en-deçà du plafond environnemental, et que l'économie doit être structurée et gérée de manière à rendre cela possible. Ce cadre met en relief le caractère interconnecté des dimensions sociales, environnementales et économiques du développement durable.

2. Une reconcentration des priorités économiques : dans ce cadre, les pressions sociales et environnementales ne sont plus décrites comme des « facteurs externes » économiques. Au lieu de cela, les limites planétaires et sociales constituent le point de départ pour évaluer la manière dont l'activité économique doit avoir lieu. Le but global de l'économie n'est plus la croissance économique en soi, mais plutôt de placer l'humanité dans l'espace sûr et juste – à l'intérieur du donut – et de promouvoir un bien-être humain accru dans cet espace.

3. Des instruments de mesure autres que le PIB : on ne saurait évaluer le développement économique en seuls termes monétaires. Que l'activité économique nous rapproche vers les limites planétaires et sociales ou nous en éloigne détermine le degré d'inclusivité et de durabilité du développement économique. Les décideurs doivent rendre davantage de comptes sur l'impact de l'activité économique sur les limites planétaires et sociales, en ayant recours à des instruments de mesure naturels (comme les tonnes de carbone émis), ainsi que sociaux (comme le nombre de personnes confrontées à la faim).

En adoptant ce point de départ conceptuel, ce document de discussion tente d'étoffer ce cadre, en proposant des dimensions possibles pour le plancher social (Section 3) et pour le plafond environnemental (Section 4), puis en tentant de les quantifier. Il examine par ailleurs les interactions complexes entre les limites planétaires et sociales (Section 5) et met en relief les inégalités extrêmes et l'inefficacité de l'utilisation des ressources à l'intérieur du donut (Section 6). Enfin, il soulève certaines questions dans le but de faire avancer l'élaboration du cadre (Section 7).

3 UN PLANCHER SOCIAL : LES DROITS DE L'HOMME

Les droits de l'homme fournissent le plancher social essentiel pour que chacun puisse mener une vie caractérisée par la dignité et les opportunités. Les normes internationales relatives aux droits de l'homme affirment depuis longtemps le droit moral fondamental de chacun aux éléments essentiels à la vie – comme la nourriture, l'eau, des soins médicaux, l'éducation, la liberté d'expression, la participation politique et la sécurité personnelle – quelle que soit la quantité d'argent ou de pouvoir dont il ou elle est doté(e). Comme le dit la Déclaration universelle des droits de l'homme des Nations Unies (1948), « la reconnaissance de la dignité inhérente à tous les membres de la famille humaine et de leurs droits égaux et inaliénables constitue le fondement de la liberté, de la justice et de la paix dans le monde ».⁷

Bien entendu un plancher social de ce type ne fait que stipuler les revendications minimales de chaque être humain. Le développement durable prévoit que les personnes et les communautés puissent prospérer bien au-delà de ce niveau et mener une vie qui leur permette d'être créatives et épanouies. Cependant, étant donné la mesure des privations et l'inégalité extrême observées dans le monde, il faut en premier lieu tout mettre en œuvre pour obtenir ce plancher social de droits de l'homme pour tous⁸.

Depuis les années 2000, les OMD constituent un axe international important pour le développement, et ont permis de remédier à de nombreuses privations, dont le caractère urgent n'a pas diminué : éradiquer la faim et la pauvreté extrême ; assurer l'éducation primaire pour tous ; promouvoir l'égalité des sexes et l'autonomisation des femmes ; réduire la mortalité infantile ; améliorer la santé maternelle ; combattre le VIH et le sida, le paludisme et d'autres maladies ; et étendre l'accès à l'eau et à l'éducation.

Les priorités décrites par les OMD continuent d'être cruciales si l'on veut assurer le plancher social pour tous, mais des préoccupations et défis supplémentaires surgis ces dernières années sont en passe d'élargir l'ordre du jour. Les chocs et les volatilités – en termes de flambées des prix des produits alimentaires et de l'énergie, de crises financières et d'impacts des changements climatiques – ont attiré l'attention sur le fait qu'il est important que les gens renforcent leur résilience à long terme à travers l'adaptation aux changements climatiques, la réduction des risques de catastrophe et des programmes de protection sociale bien conçus. Il y a par ailleurs une prise de conscience croissante de la nécessité de proposer des emplois décents à une main-d'œuvre mondiale en croissance rapide, de fournir de l'électricité et des installations salubres pour la préparation des aliments à des milliards de personnes qui en sont encore privées ; de lutter contre les inégalités extrêmes au sein même des pays et entre eux ; et de veiller à conférer les moyens aux personnes d'influencer les processus politiques et économiques qui influent sur leur vie.

Les inégalités entre les femmes et les hommes sont très présentes dans toutes ces préoccupations, ce qui traduit des écarts persistants sur le plan du contrôle des ressources naturelles, de l'emploi et des rémunérations, ainsi que sur le plan de la participation sociale et politique. Les biais de genre sont ancrés dans les marchés, dans la politique et dans les institutions et peuvent être renforcés par des politiques économiques et des stratégies de développement mal conçues. Il est crucial de lutter contre la source de ces écarts pour assurer le plancher social pour tous, dans l'intérêt des femmes, de leur famille et de la société.

Le Sommet de haut niveau sur les OMD en 2013, en plus du désir de créer des Objectifs de développement durables à partir de Rio+20, lancera très probablement un processus d'exploration de la manière dont les buts mondiaux de développement devraient être renouvelés, actualisés ou élargis de manière à traduire ces préoccupations émergentes. Ce processus constitue, de fait, l'occasion de formuler un ensemble de priorités convenues au niveau international pour le plancher social, priorités à concrétiser au cours des décennies à venir.

En attendant un accord international sur ce que devraient être ces priorités pour le plancher social, on peut se faire une idée des préoccupations internationales actuelles d'après les priorités sociales déclarées par les gouvernements en vue de Rio +20, telles que présentées dans leurs documents nationaux et régionaux (voir l'Annexe 1). Une analyse de ces documents présentés met en évidence 11 priorités sociales, qui peuvent être regroupées en trois ensembles, chacun portant sur les efforts à fournir pour aider les personnes à être :

- **Bien** : grâce à la sécurité alimentaire, à des revenus suffisants, à des systèmes améliorés d'approvisionnement en eau et d'assainissement, et à des soins de santé ;
- **Productives** : grâce à l'éducation, à des emplois décents, à des services énergétiques modernes et à la résilience aux chocs ;
- **Autonomisés** : grâce à l'égalité entre les sexes, l'équité sociale et la possibilité d'influencer les décisions politiques.

Cet ensemble de 11 priorités gouvernementales pour Rio +20 penche, et ce n'est guère surprenant, vers des questions sociales qui nécessitent des ressources naturelles pour être résolues. Dans le contexte du développement durable, elles mettent en relief le défi de taille à relever pour respecter tous les droits économiques et sociaux des gens dans un monde extrêmement inégal et soumis à des contraintes en matière de ressources. Mais l'autonomisation des personnes pour qu'elles puissent revendiquer leurs droits, en leur conférant une voix, des informations et une influence politique, est bien entendu essentielle si l'on veut relever ce défi.

Personne ne devrait être privé de l'une de ces dimensions, mais des indicateurs illustratifs montrent que l'humanité est en train de tomber en-dessous de ce plancher social sur toutes les dimensions pour lesquelles des données sont disponibles (Cf. le Tableau 1 et la Figure 2).

Tableau 1. À quel niveau en-deçà du plancher social se situe l'humanité ? Une évaluation illustrative, basée sur les priorités sociales des gouvernements pour Rio+20

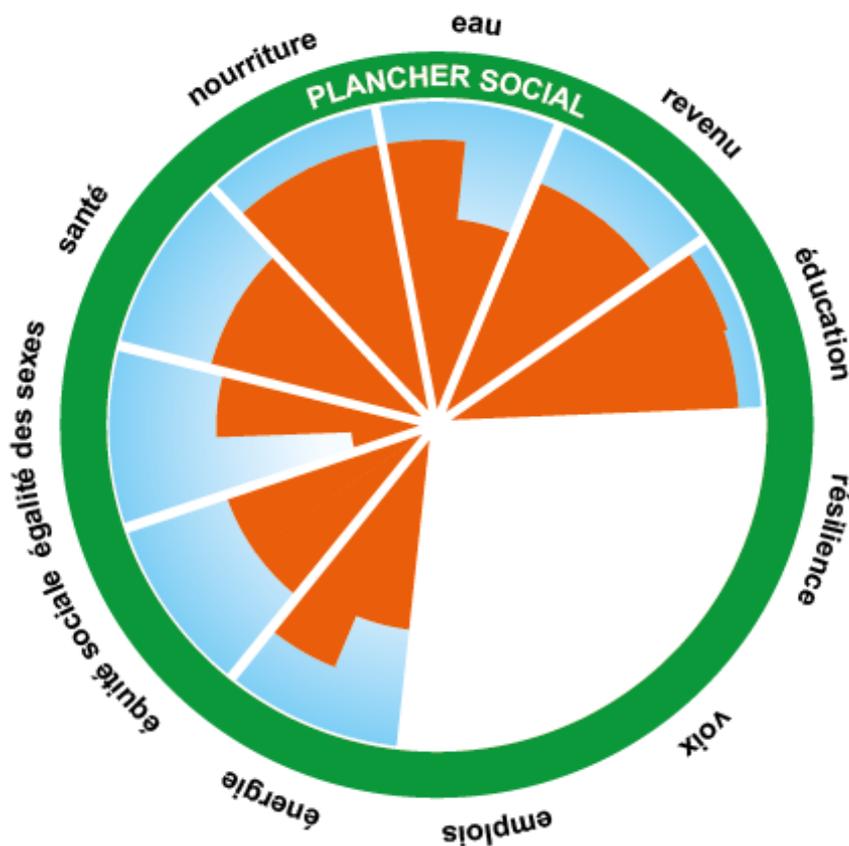
Plancher social	Mesure de la privation mondiale (indicateurs illustratifs)	Pourcentage	Année
Sécurité alimentaire	Population sous-alimentée	13%	2006–8
Revenus	Population vivant avec moins de 1,25 \$ (PPA) par jour	21%	2005
Eau et assainissement	Population sans accès à une source d'eau potable améliorée	13%	2008
	Population sans accès à un système d'assainissement amélioré	39%	2008
Soins de santé	Population, d'après les estimations, sans accès régulier aux médicaments essentiels	30%	2004
Éducation	Enfants non inscrits à l'école primaire	10%	2009
	Analphabetisme parmi les jeunes âgés de 15 à 24 ans	11%	2009
Énergie	Population manquant d'accès à l'électricité	19%	2009
	Population manquant d'accès à des installations salubres pour la préparation des aliments	39%	2009

Égalité des sexes	Écart sur le plan de l'emploi entre les femmes et les hommes salariés (à l'exception de l'agriculture)	34%	2009
	Écart sur le plan de la représentation entre les femmes et les hommes dans les parlements nationaux	77%	2011
Équité sociale	Population vivant avec un revenu inférieur au revenu médian dans des pays dotés d'un coefficient Gini dépassant 0,35	33%	1995-2009
Voix	P. ex. population vivant dans des pays perçus (dans les enquêtes) comme ne permettant pas la participation politique ou la liberté d'expression	À déterminer	
Emplois	P. ex. main-d'œuvre n'occupant pas des emplois décents	À déterminer	
Résilience	P. ex. population confrontée à des dimensions multiples de la pauvreté	À déterminer	

Sources : FAO⁹, Banque mondiale¹⁰, UNStat¹¹, OMS¹², AIE¹³ et Solt 2009¹⁴

La figure 2 ci-dessous représente ces données dans le cadre du donut. En se concentrant sur le plancher social, elle indique le niveau en-deçà de ce plancher auquel se situe l'humanité en représentant l'écart des privations pour chaque dimension. Dans le cas de la nourriture, par exemple, la section de couleur foncée représente les 87 pour cent de la population qui ont suffisamment de nourriture. L'écart entre cette section et le bord du plancher social représente les 13 pour cent de la population du monde (850 millions de personnes) qui sont encore sous-alimentés.

Figure 2. Chute en-deçà du plancher social : une évaluation illustrative basée sur les priorités de Rio+20



Source : Oxfam, d'après les données du Tableau 1 ci-dessus. Les dimensions sociales comportant deux indicateurs dans le Tableau 1 sont représentées en deux parties, qui illustrent les deux écarts sur le plan des privations.

Dans cet instantané mondial des privations se nichent des dynamiques complexes, tant en termes de tendances des progrès qu'en termes d'inégalités entre les personnes. Au cours de la première décennie du XXI^e siècle, il s'est produit des progrès considérables dans la réduction de certaines des dimensions de la privation. Dans les pays en développement, les taux nets d'inscription à l'école primaire ont augmenté de 9 pour cent entre 1999 et 2009, et le rapport filles/garçons inscrits est passé de 0,92 à 0,96. À l'échelle mondiale, le nombre de décès dus au paludisme a chuté de 20 pour cent entre 2000 et 2009 et le nombre de personnes bénéficiant d'une thérapie antirétrovirale pour lutter contre le VIH ou le sida s'est multiplié par 13 entre 2004 et 2009. Un nombre estimé à 1,1 milliard de personnes en milieu urbain et à 723 millions en milieu rural ont obtenu l'accès à des sources d'eau potable améliorées entre 1990 et 2008¹⁵.

Malgré ces gains, il subsiste de nombreuses inégalités sur le plan des privations, selon la richesse, le sexe, l'ethnie et le lieu. Les enfants des ménages les plus pauvres, ceux qui vivent en milieu rural et ceux qui sont des filles sont toujours les plus susceptibles de ne pas être scolarisés. Sur les 760 millions d'adultes analphabètes du monde, les deux tiers sont des femmes. Et les enfants qui vivent dans des zones rurales de régions en développement ont deux fois plus de chances de présenter une insuffisance pondérale que leurs camarades urbains¹⁶. Le plancher social ne sera atteint par tous que si l'on vient à bout de ces inégalités tenaces.

Si l'humanité est en train de chuter en-deçà de chacune des dimensions du plancher social, quelle est notre position par rapport au plafond environnemental ? C'est à cette question que l'on tente de répondre dans la section suivante.

4 UN PLAFOND ENVIRONNEMENTAL : LES LIMITES PLANÉTAIRES

Le concept des limites planétaires constitue un point de départ solide pour comprendre les ressources et les processus naturels dont dépend l'humanité pour son développement durable. En 2009 le Stockholm Resilience Centre a rassemblé 29 scientifiques de premier plan spécialisés dans les systèmes terrestres, qui ont proposé un ensemble de neuf processus cruciaux du système terrestre avec des « points de basculement » ou des gradients de risque croissant. Le fait de dépasser ces seuils pourrait mener à des changements environnementaux irréversibles et, dans certains cas, brusques, qui sortiraient de fait la Terre de sa situation stable des 10 000 dernières années – connue comme l'Holocène – qui a été si bénéfique pour les êtres humains. Les conséquences pour l'humanité seraient dévastatrices, et les impacts toucheraient d'abord et tout particulièrement sérieusement les personnes vivant dans la pauvreté, dont la plupart sont directement tributaires des ressources naturelles pour leurs moyens de subsistance.

Afin de maintenir à un niveau faible le risque de dépassement de ces seuils, il est nécessaire de déterminer une limite sûre en-deçà du seuil ou de la zone de danger de chacun des processus du système terrestre, et de respecter cette limite. Ensemble, les neuf limites planétaires créent ce que le Stockholm Resilience Centre appelle un « espace de manœuvre sûr pour l'humanité ». Quant aux limites que la communauté internationale finira par établir, elles dépendront largement des perceptions du risque, des débats publics et des groupes de pression puissants, ainsi que du pouvoir politique international. Mais les niveaux auxquels elles seront établies devront être déterminés à la lumière des meilleures données scientifiques disponibles sur les réalités biophysiques de la planète.

Étant donné que ce cadre conceptuel se concentre sur la quantification de limites de pression sur l'environnement à l'échelle planétaire, il faut bien entendu émettre des réserves importantes concernant ce qu'il ne saurait représenter. Derrière ce tableau des utilisations des ressources à l'échelle du globe, il y a d'énormes inégalités concernant les endroits où les ressources sont utilisées et par qui. De même, l'angle mondial ne révèle pas les seuils locaux ou régionaux critiques de pression sur les ressources (comme ceux liés à l'utilisation d'eau douce et de phosphore), alors que ces aspects peuvent avoir de graves conséquences bien avant de se manifester à l'échelle planétaire¹⁷. Nombre des processus du système terrestre identifiés n'ont pas un seul « point de basculement », mais se confrontent plutôt à un gradient de risque croissant, et le niveau de nombreuses limites dépend, en grande partie, de la manière dont les ressources sont gérées, de la répartition spatiale de l'utilisation des ressources et des répercussions des pressions qui s'exercent sur les autres limites¹⁸. Les variables proposées et les niveaux des limites suggérées pour chacune ne sont que des estimations initiales à cause des considérables lacunes de connaissances¹⁹. Même si elles étaient exactes, elles ne devraient pas être mal interprétées comme des cibles pour les décideurs, car cela permettrait aux gouvernements de repousser l'action jusqu'à ce qu'il soit trop tard²⁰. Ces réserves sont présentées parallèlement au cadre par ses auteurs et il est important de les garder à l'esprit lors de l'utilisation dudit cadre.

L'importance de l'adoption de cette approche de limites planétaires est considérable pour comprendre la durabilité. Elle fournit un point de vue mondial des pressions excessives exercées par l'humanité sur les systèmes terrestres dont tous les humains sont tributaires pour leur bien-être fondamental et leur développement. Du fait de l'importance que revêtent ces processus à l'échelle mondiale, et du fait du caractère mondial de l'utilisation des ressources, aucun de ces processus ne saurait être régi au seul niveau national, et un point de vue planétaire est essentiel pour façonner leur gouvernance. L'approche des limites planétaires est un avertissement à l'intention de la communauté internationale pour qu'elle reconnaisse formellement l'existence de ces seuils et de ces risques, pour qu'elle favorise la recherche scientifique sur leur nature et pour qu'elle prenne des mesures collectives – du niveau local au niveau mondial – afin de les respecter²¹.

Ces neuf processus du système terrestre présentent des intersections considérables avec les préoccupations environnementales soulevées par les gouvernements dans les documents qu'ils ont présentés en vue de Rio+20 (voir l'Annexe 1). Une première tentative par le Stockholm Resilience Centre en vue de quantifier les limites indique qu'au moins trois d'entre elles – les changements climatiques, l'appauvrissement de la biodiversité et l'utilisation d'azote – ont d'ores et déjà été dépassées (voir le Tableau 3) et que, si les tendances actuelles se poursuivent, l'utilisation d'eau douce et les changements d'occupation des sols auront tôt fait d'atteindre leur limite. Des recherches récentes indiquent que la limite du phosphore a peut-être été elle aussi dépassée²².

Tableau 2. À combien nous trouvons-nous du plafond environnemental ? Une évaluation initiale basée sur les neuf limites planétaires

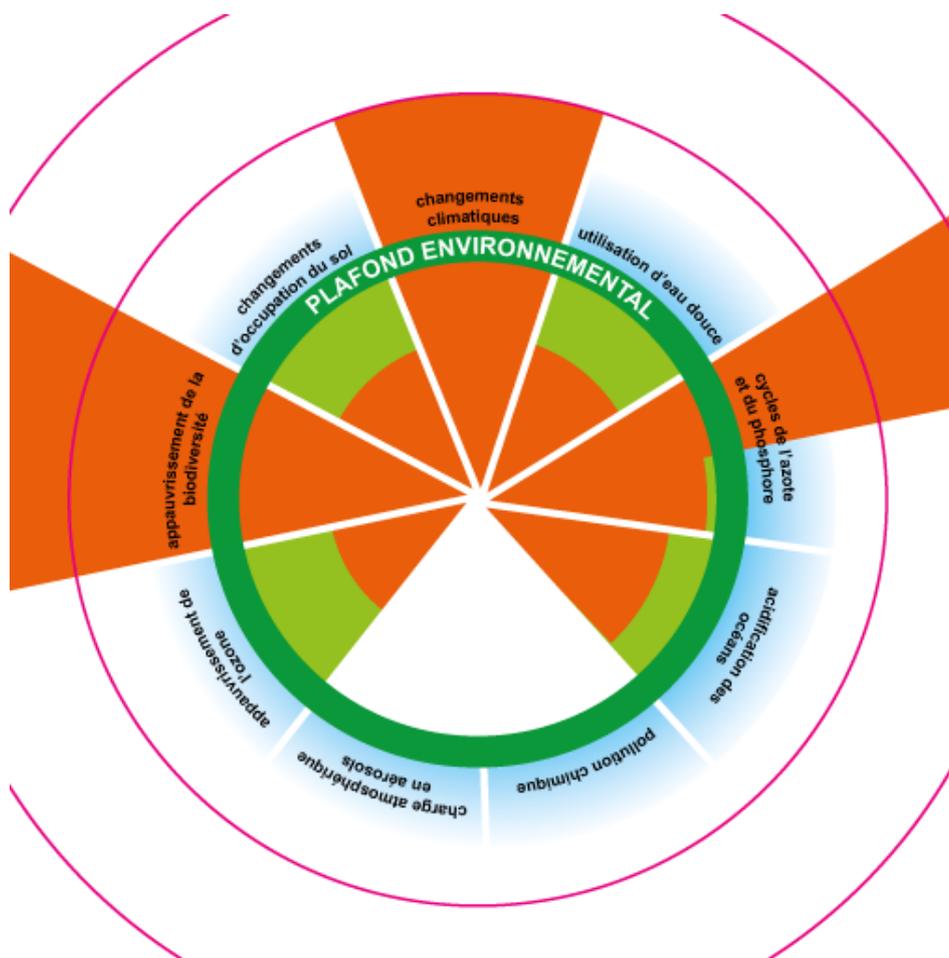
Processus du système terrestre	Paramètres	Limite proposée	Situation actuelle (en 2009)	Valeur préindustrielle
Changements climatiques	Concentration de dioxyde de carbone dans l'atmosphère (parties par million en volume)	350	387	280
	Changement du forçage radiatif (watts par mètre au carré)	1	1,5	0
Taux d'appauvrissement de la biodiversité	Taux d'extinction (nombre d'espèces par million d'espèces et par an)	10	>100	0,1–1
Cycle de l'azote	Quantité d'azote enlevé de l'atmosphère à des fins d'utilisation humaine (millions de tonnes par an)	35	121	0
Cycle du phosphore	Quantité de phosphore s'écoulant dans les océans (millions de tonnes par an)	11	8,5-9,5	-1
Appauvrissement de l'ozone stratosphérique	Concentration d'ozone (unité Dobson)	276	283	290
Acidification des océans	État de saturation mondial moyen d'aragonite dans les eaux marines de surface	2,75	2,90	3,44
Utilisation mondiale d'eau douce	Consommation d'eau douce par les humains (km ³ par an)	4 000	2 600	415
Changements d'occupation des sols	Pourcentage des terres du globe converties en terres agricoles	15	11,7	faible

Charge atmosphérique en aérosols	Concentration globale de particules dans l'atmosphère, sur une base régionale	À déterminer
Pollution chimique	P. ex. quantité émise ou concentration de polluants organiques persistants, de plastiques, de perturbateurs endocriniens, de métaux lourds et déchets nucléaires, dans l'environnement mondial, ou effets de ces éléments sur l'écosystème et le fonctionnement du système terrestre	À déterminer

Source : Rockström et al (2009b). Les sections ombrées indiquent des limites qui ont été dépassées.

La Figure 3 ci-dessous représente ces données dans le cadre du donut, en indiquant la position de chaque processus du système terrestre par rapport au plafond environnemental et en illustrant qu'au moins trois des limites – les changements climatiques, l'appauvrissement de la biodiversité et l'utilisation d'azote – ont déjà été dépassées.

Figure 3. Des limites planétaires dépassées



Source : Rockström et al (2009b), d'après le Tableau 2 ci-dessus.

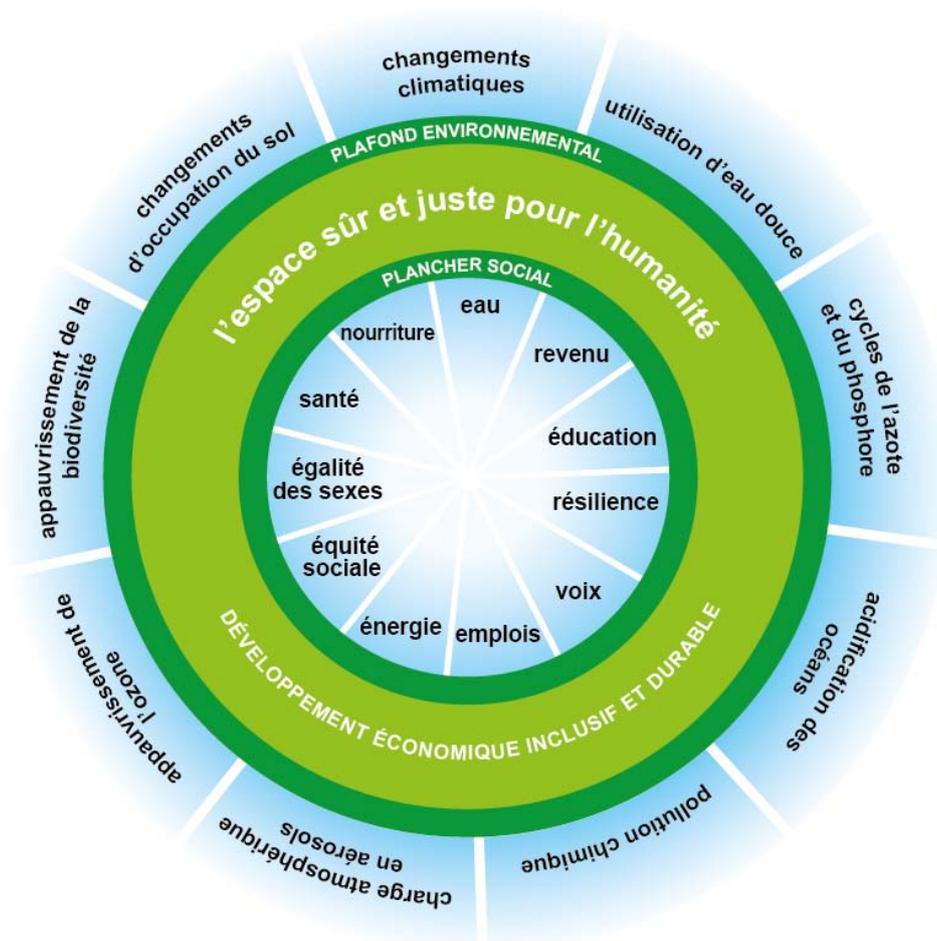
Un défi important pour la faisabilité politique du respect des limites planétaires réside dans leurs implications pour la formulation de politiques générales nationales et pour les négociations internationales. Les changements climatiques ont beau être reconnus par beaucoup comme un défi mondial qui exige comme riposte des mesures de gouvernance mondiale, il n'en reste pas moins que les processus du système terrestre assortis de seuils critiques locaux et régionaux – comme l'utilisation d'eau douce et les changements d'occupation des sols – font qu'il est plus complexe de parvenir à un accord au niveau international. La diversité des dotations en ressources naturelles entre pays (en termes de masse terrestre, de forêts, de biodiversité, d'eau douce, de ressources marines, de pétrole et de minéraux), leurs antécédents très différents sur le plan de l'utilisation des ressources et leurs degrés contrastés de développement économique constituent des dimensions supplémentaires de complexité. Étant donné ce contexte, la question de savoir comment se mettre d'accord sur des parts d'effort équitables pour ne pas dépasser les limites planétaires – p. ex. à travers des « responsabilités communes mais différenciées et des capacités respectives »²³ – est de toute évidence une question cruciale mais complexe.

La complexité politique est très réelle, et il en va de même des réalités biophysiques de la planète. Si l'on veut que ces processus cruciaux du système terrestre puissent être protégés de niveaux dangereux de dégradation, alors convenir de la façon de les gérer aux échelles régionales et planétaire est l'une des questions de droit et de gouvernance internationales auxquelles doit s'attaquer la communauté internationale au XXI^e siècle.

5 ENTRE LES LIMITES

En combinant le plancher social et le plafond environnemental, on obtient une bande en forme de donut entre ces limites sociales et planétaires. C'est un moyen d'illustrer l'espace sûr et juste pour l'humanité (voir la Figure 4).

Figure 4. Un espace sûr et juste permettant à l'humanité de prospérer : une première illustration



Source : Oxfam. Les 11 dimensions du plancher social sont illustratives et se basent sur les priorités gouvernementales pour Rio+20. Les neuf dimensions du plafond environnemental se basent sur les limites planétaires décrites par Rockström et al (2009b)

Ce cadre fait ressortir une nouvelle manière de voir le développement durable. Cela fait longtemps que les défenseurs des droits de l'homme mettent en relief la nécessité de satisfaire la revendication par chaque personne des aspects essentiels à la vie, tandis que les économistes écologiques ont souligné la nécessité de situer l'économie dans des limites environnementales. Ce cadre rassemble ces deux aspects, créant un système fermé limité à la fois par les droits de l'homme et la durabilité environnementale. L'espace qui en résulte – le donut – est le lieu où se produit le développement économique inclusif et durable²⁴. Il n'implique aucune limite pour le bien-être humain : c'est en effet dans cet espace que l'humanité a les meilleures chances de prospérer.

En quantifiant les limites planétaires ainsi que sociales (Figures 2 et 3 ci-dessus), on transforme le cadre en boussole à l'échelle mondiale, qui indique la situation actuelle du bien-être des êtres humains et de la planète par rapport aux limites du développement durable.

Ce cadre peut aussi servir à examiner les interactions entre les limites. Ces interactions sont complexes et comportent des niveaux multiples, comme on l'illustre ci-après.

1. La pression s'exerçant sur l'environnement peut exacerber la pauvreté

Le fait de dépasser les limites planétaires, ou leurs seuils régionaux, peut enfoncer à nouveau les gens en-deçà du plancher social, voire les empêcher de jamais l'atteindre. Les impacts actuels et potentiels des changements climatiques par exemple – y compris la hausse des températures, la mutation des saisons, l'élévation du niveau de la mer et la fréquence croissante des sécheresses et des inondations – ont pour effet de gravement entamer l'aptitude des personnes pauvres à assurer leur sécurité alimentaire, leur santé et leur accès à de l'eau salubre et à l'assainissement, et ils exacerbent par ailleurs les inégalités entre les sexes²⁵. De fait, pour chacun des neuf processus du système terrestre, les répercussions du dépassement des limites planétaires, ou de leurs seuils régionaux, menacent de gravement nuire au développement humain, d'abord et avant tout pour les femmes et les hommes en situation de pauvreté (voir le Tableau 3).

2. La pauvreté peut exacerber la pression s'exerçant sur l'environnement

Les personnes qui vivent en-dessous du plancher social peuvent se voir obligées de recourir à des ressources de manière non durable afin de satisfaire leurs besoins les plus fondamentaux. À l'échelle mondiale, 2,7 milliards de personnes n'ont pas accès à des installations salubres de préparation des aliments (comme des réchauds à gaz) et donc dépendent de la biomasse traditionnelle (dont le bois, les bouses séchées, le charbon de bois et les résidus des cultures), ainsi que du charbon pour cuisiner. Les femmes et les enfants passent des heures toutes les semaines à aller chercher les combustibles, puis inhalent leurs émanations au-dessus de feux produisant beaucoup de fumée – ce qui entraîne un nombre de morts prématurées estimé à 1,5 million chaque année des suites de maladies pulmonaires. Le brûlage de biomasse produit aussi des aérosols carbonés (suie) et des émissions de CO₂, sans compter que l'utilisation de bois comme combustible peut entraîner la déforestation au niveau local et l'appauvrissement de la biodiversité, aggravant ainsi encore la pauvreté²⁶.

3. Les politiques générales cherchant à assurer la durabilité peuvent exacerber la pauvreté

Il est crucial de ramener l'utilisation mondiale des ressources en-dessous des limites planétaires pour assurer la durabilité, mais cela ne doit pas être fait de manières qui enfoncent les gens encore en-deçà du plancher social. Or, à cause d'une conception et d'une mise en œuvre médiocres des politiques générales, et du fait d'inégalités extrêmes de pouvoir et de revenus, c'est ce qu'il est en train d'arriver, comme le montrent les deux exemples suivants.

- **Marchés du carbone : ils impulsent les accaparements de terres et d'eau.** Des programmes internationaux de compensation carbone ont été mis sur pied pour permettre aux entreprises et aux particuliers émettant de grandes quantités de carbone d'acheter des crédits carbone en finançant des investissements, souvent dans des pays en développement, qui réduisent les émissions nettes de CO₂. Les plantations d'arbres peuvent leur faire gagner ces crédits, mais les sociétés d'exploitation des forêts qui les effectuent sont souvent autorisées à s'emparer de terres qui, depuis des dizaines d'années, sont cultivées par des communautés de faible revenu, et en particulier des femmes. Ces communautés marginales sont souvent expulsées sans consentement ni indemnisation – perdant leurs terres, leurs sources d'eau, leur sécurité alimentaire, leurs moyens de subsistance, leurs logements et leurs réseaux²⁷.
- **Agrocarburants : ils alimentent la crise des prix alimentaires et les accaparements de terres.** La croissance rapide de l'utilisation des agrocarburants, en particulier aux États-Unis, au Canada et dans l'EU, a été

encouragée afin de réduire l'utilisation des combustibles fossiles pour les transports, en vue d'abaisser les émissions de carbone. Mais la production d'agrocarburants s'est faite au prix de privations exacerbées pour des millions de personnes vivant dans la pauvreté. Durant la crise des prix alimentaires de 2007-09, la production des agrocarburants a accaparé une partie des cultures alimentaires pour en faire des combustibles, ce qui a entraîné une forte augmentation des prix des produits alimentaires²⁸. La plantation de cultures pour produire des agrocarburants a aussi été l'un des principaux facteurs des acquisitions de terres à grande échelle dans les pays en développement. Dans de nombreux cas, les sociétés productrices d'agrocarburants ont pris le contrôle des terres et de l'eau dont sont tributaires des communautés agricoles marginalisées, et en particulier des femmes, pour assurer leur subsistance²⁹.

Les impacts des politiques de ce type qui cherchent à réduire la pression qui s'exerce sur les limites planétaires soulignent qu'il est risqué de le faire à travers des mécanismes de marché soumis à une réglementation inadéquate et qui rassemblent des acteurs internationaux puissants et des communautés locales dont les droits relatifs au foncier, à l'eau et à la participation politique sont extrêmement précaires.

Tableau 3. Des limites planétaires dépassées : causes et impacts humains

Limite planétaire	Causes humaines de la pression s'exerçant sur le système terrestre	Conséquences prévues du dépassement des limites planétaires
Changements climatiques	Émission de gaz à effet de serre à travers : le brûlage du charbon, du pétrole et du gaz ; la production d'engrais et de ciment ; la déforestation ; la gestion du bétail, l'agriculture ; et la production de suie et de noir de carbone.	Augmentation de la température mondiale ; fonte des glaces polaires et des sources d'eau douce glaciaires ; élévation rapide du niveau de la mer ; décoloration et mortalité des récifs coralliens ; fréquence accrue d'inondations d'envergure ; changements soudains de systèmes forestiers et agricoles ; mise en question potentielle de la viabilité des sociétés humaines contemporaines.
Appauvrissement de la biodiversité	Destruction des habitats ; expansion de l'utilisation des terres urbaines ; agriculture et aquaculture ; introduction d'espèces envahissantes ; exploitation minière, construction de barrages et de voies de transport.	Résilience réduite des écosystèmes terrestres et marins, surtout dans un contexte de changements climatiques et d'augmentation de l'acidité des océans. L'appauvrissement de la biodiversité à grande échelle peut aboutir à des conséquences soudaines et irréversibles pour les écosystèmes.
Utilisation d'azote	Production d'engrais pour les cultures et d'aliments pour les animaux ; gestion du fumier et des eaux usées d'origine humaine ; brûlage de combustibles fossiles et de biomasse ; exploitation de cultures légumineuses.	Acidité accrue des sols et efflorescences algales dans les systèmes côtiers et d'eau douce, qui réduisent le niveau d'oxygène, polluent les cours d'eau et détruisent la vie aquatique – menaçant ainsi la qualité de l'air, des sols et de l'eau, et érodant la résilience d'autres processus du système terrestre.
Utilisation de phosphore	Introduction excessive de phosphore dans l'environnement en produisant des engrais, des fumiers, des détergents et des pesticides.	Diminution des niveaux d'oxygène dans les étendues d'eau douce et les eaux côtières, entraînant le risque de changements brusques dans les écosystèmes lacustres et marins.
Utilisation d'eau douce	Modification du courant des rivières et extraction d'eau pour l'irrigation ; collecte de l'eau de pluie pour arroser les cultures ; extraction d'eau de la nappe phréatique, aux fins de	Évolution des précipitations et du climat au niveau régional (p. ex. mousson) ; production de biomasse et biodiversité réduites ; diminution de la résilience des écosystèmes terrestres et marins, et amoindrissement de l'approvisionnement en eau, de la sécurité alimentaire et de la santé des êtres

	l'agriculture, de l'industrie et des ménages.	humains.
Changements d'occupation des sols	Conversion des forêts naturelles et autres écosystèmes en terres agricoles, en plantations et en établissements urbains.	Grave menace pour la biodiversité et les capacités de régulation du système terrestre, à cause des impacts sur le système climatique et le cycle de l'eau douce.
Acidification des océans	Production de CO ₂ (qui se dissout dans l'eau de mer), principalement par le brûlage des combustibles fossiles et par les changements d'occupation des sols.	Perte d'organismes marins calcifiants ; graves impacts sur la productivité des récifs coralliens avec des répercussions probables en amont de la chaîne alimentaire.
Appauvrissement de l'ozone stratosphérique	Production de chlorofluorocarbones utilisés dans les réfrigérateurs, les systèmes de climatisation et les sprays aérosol.	Rayonnement ultraviolet grave et irréversible avec des effets tout particulièrement néfastes sur les écosystèmes marins et la santé des êtres humains exposés aux rayons.
Pollution atmosphérique causée par les aérosols	Diffusion de fines particules dans l'air, principalement par le brûlage de combustibles fossiles et de biomasse.	Schémas de précipitations mondiaux en mutation, y compris les systèmes de mousson ; dégâts occasionnés aux cultures et aux forêts ; destruction des poissons par les pluies acides ; impacts sur la santé humaine et mort prématurée des suites de maladies respiratoires.
Pollution chimique	Diffusion et propagation de composés radioactifs, de composés organiques (comme le DDT), et de métaux lourds (comme le mercure et le plomb) par la production industrielle et l'enlèvement des déchets.	Réduction de l'abondance d'espèces, susceptible d'entraîner une bioaccumulation des effets en amont des chaînes alimentaires, avec des impacts sur les systèmes immunitaires et le neurodéveloppement humains ; risque d'augmenter la vulnérabilité des organismes face aux pressions comme les changements climatiques.

Source : Rockström et al (2009a and 2009b) et Sutton (2011)

4. Les politiques publiques de lutte contre la pauvreté peuvent exacerber les pressions s'exerçant sur les ressources

L'éradication de la pauvreté est une priorité, mais des politiques publiques mal conçues de lutte contre la pauvreté peuvent entraîner par mégarde une dégradation environnementale simultanée – avec des conséquences catastrophiques pour le bien-être humain. Les subventions octroyées pour l'utilisation d'engrais, par exemple, visent à accroître la production alimentaire et, en conséquence, à réduire les prix alimentaires pour les consommateurs disposant de faibles revenus. Mais si ces subventions encouragent une utilisation de quantités excessives d'engrais, le résultat peut s'avérer inexistant pour ce qui est des rendements des récoltes, mais très grave pour l'environnement. Des chercheurs en Chine, par exemple, ont observé des agriculteurs qui utilisaient jusqu'à trois fois plus d'engrais azoté que la quantité requise, n'obtenant aucune augmentation de leur récolte, mais entraînant le passage d'entre 20 et 50 pour cent de l'azote appliqué dans l'air et dans la nappe phréatique, dont il cause la pollution³⁰.

5. Les politiques publiques peuvent favoriser à la fois l'éradication de la pauvreté et la durabilité

Il y a de nombreuses politiques publiques possibles qui peuvent à la fois contribuer à l'obtention du plancher social pour tous – dans les pays riches et pauvres – et réduire les pressions s'exerçant sur le plafond environnemental, comme le montrent les trois exemples suivants.

- **Droits génésiques** : le respect du droit de toutes les femmes à accéder à des soins de santé sexuelle et génésique autonomise les femmes au sein de leurs ménages respectifs et au sein de la société. Pourtant, 11 pour cent des femmes adultes ont un besoin non satisfait de services de planning familial. En satisfaisant ce besoin, on donnera aussi les moyens aux femmes de gérer la taille de leurs propres familles, on ralentira la croissance de la population et on réduira la quantité de ressources nécessaires pour permettre à toutes les personnes de prospérer et de passer au-dessus du plancher social – une différence potentiellement cruciale, puisque les prévisions des Nations Unies concernant la population mondiale d'ici à 2100 oscillent entre 6,2 et 15 milliards de personnes³¹.
- **Isolation des maisons** : dans de nombreux pays industrialisés, les logements sont mal isolés, ce qui exacerbe la « pauvreté énergétique » parmi les personnes qui ont de faibles revenus et doivent en consacrer plus de 10 pour cent au chauffage de leur logement. Des recherches menées au Royaume-Uni, par exemple, ont constaté que les personnes qui vivent dans la pauvreté énergétique tendent aussi à vivre dans les logements les moins bien isolés. En versant des subventions aux propriétaires pour qu'ils isolent leur logement, les gouvernements peuvent contribuer à la réduction des factures énergétiques, à réduire la pauvreté énergétique et à améliorer l'équité sociale, tout en réduisant les émissions de carbone nationales³².
- **Réduction du gaspillage de nourriture** : tous les ans, environ un tiers de la quantité totale de nourriture produite – soit 1,3 milliard de tonnes – se perd soit lors de la récolte, soit pendant l'entreposage, ou encore parce qu'elle est gaspillée par les consommateurs. Des initiatives de politique publique visant à améliorer les techniques de récolte, les installations d'entreposage et la transformation dans les pays en développement se traduisent en revenus accrus pour les petits agriculteurs, et en prix réduits et en une sécurité alimentaire améliorée pour les consommateurs pauvres. En réduisant le gaspillage des aliments, on réduit aussi la pression en vue d'accroître la production alimentaire, ce qui permet de faire des économies sur les plans de la terre, de l'eau, de l'utilisation d'engrais et des émissions de carbone³³.

Ces interactions et exemples divers mettent en relief l'importance de bien comprendre les nombreuses relations complexes entre les limites sociales et planétaires et de tenir comptes des unes et des autres lors de la conception d'interventions d'orientation.

6 LA DYNAMIQUE DE LA DISTRIBUTION

Le cadre des limites sociales et planétaires pose la question de savoir à qui il faut reprocher de pousser l'utilisation des ressources naturelles par l'humanité au-delà des limites durables. Quatre idées :

1. Mettre fin à la pauvreté pour tous dès aujourd'hui : pas besoin de pression

Le premier élément indispensable pour un développement durable est l'éradication de la pauvreté et les efforts en vue de satisfaire ce besoin n'ont pas à exercer des pressions sur les limites de la planète. Les données disponibles pour certaines dimensions cruciales des privations indiquent que, pour hisser toutes les personnes actuellement en vie au-dessus du plancher social, il faudrait une quantité de ressources supplémentaires extrêmement modeste :

- **Nourriture** : pour fournir les calories supplémentaires requises par 13 pour cent de la population du monde qui sont confrontés à la faim (soit 850 millions de personnes, il suffirait de un pour cent de la quantité d'aliments actuellement disponibles dans le monde³⁴.
- **Énergie** : pour fournir en électricité les 19 pour cent de la population du monde (soit 1,3 milliard de personnes) qui n'en ont pas à l'heure actuelle, il faudrait une augmentation de moins de un pour cent des émissions mondiales de CO₂³⁵.
- **Revenus** : pour mettre fin à la pauvreté de revenu des 21 pour cent de la population mondiale qui vivent avec moins de 1,25 dollar par jour (soit 1,4 milliard de personnes), il faudrait à peine 0,2 pour cent des revenus mondiaux³⁶.

Il faut mener d'autres analyses de ce type pour comprendre les relations entre toutes les dimensions du plancher social et les neuf limites planétaires, mais ces statistiques indiquent que les efforts de lutte contre la pauvreté n'ont pas à exercer une forte pression sur les limites planétaires.

2. La minorité des riches exerce un stress sur la planète

La plus importante source de stress pour les limites planétaires à l'heure actuelle réside dans la consommation excessive des 10 pour cent les plus riches du monde environ, et dans les schémas de production des entreprises qui produisent les biens et les services qu'ils achètent :

- **Émissions de carbone** : à peine 11 pour cent de la population mondiale génère environ 50 pour cent des émissions de carbone mondiales, tandis que 50 pour cent des personnes en produisent seulement 11 pour cent³⁷.
- **Revenus** : les 10 pour cent les plus riches du monde détiennent 57 pour cent des revenus mondiaux. Les 20 pour cent les plus pauvres en possèdent à peine 2 pour cent³⁸.
- **Pouvoir d'achat et électricité** : les pays à revenu élevé – où vivent 16 pour cent des habitants du monde – représentent 64 pour cent des dépenses du monde en produits de consommation et utilisent 57 pour cent de l'électricité consommée dans le monde³⁹.
- **Azote** : l'humanité utilise l'azote à un taux quatre fois supérieur au taux durable à l'échelle mondiale. L'Union européenne – où vit à peine 7 pour cent de la population du monde – utilise 33 pour cent du budget durable d'azote au niveau mondial rien que pour cultiver et importer des aliments pour animaux, tandis que de nombreux Européens consomment beaucoup plus de viande et de produits laitiers que ce qui convient pour un régime alimentaire sain⁴⁰.

Cette utilisation excessive des ressources par les 10 pour cent les plus riches du monde ne permet pas une utilisation très nécessaire de ressources par des milliards d'autres personnes qui cherchent à satisfaire des besoins de consommation bien plus modestes et qui se situent en-deçà des limites planétaires.

3. Les aspirations de nombreuses personnes vont continuer à intensifier la pression

À l'utilisation excessive de ressources par les populations riches viennent à présent s'ajouter les aspirations d'un nombre croissant de consommateurs désireux d'émuler les modes de vie actuels basés sur des revenus élevés. Au cours des 20 années à venir, on prévoit que la population mondiale va s'accroître de 1,3 milliard de personnes, et il est prévu que les effectifs des « classes moyennes » mondiales passeront de moins de 2 milliards de consommateurs aujourd'hui à presque 5 milliards d'ici à 2030, avec une augmentation particulièrement marquée en Inde et en Chine⁴¹. Pour les personnes qui entrent dans la tranche inférieure de ce groupe, cette consommation accrue signifiera peut-être qu'elles auront les moyens d'acheter de la viande et d'accéder à l'électricité et aux moyens de transport pour la première fois – ce qui transformera leur vie et leurs perspectives tout au long de leur existence. Mais pour ceux se situant au niveau supérieur de cette tranche de revenus, il s'agira peut-être d'adopter des modes de vie pas du tout durables. On prévoit une hausse de la demande de nombreux produits de consommation à forte intensité de ressources : le parc automobile mondial devrait doubler, par exemple, et la consommation de viande par habitant en Chine pourrait augmenter de 40 pour cent (tout en restant largement en-dessous des niveaux des États-Unis). Les villes nouvelles et en expansion pourraient entraîner le déplacement de 30 millions d'hectares de terres agricoles de qualité d'ici à 2030, ce qui équivaut à deux pour cent des terres actuellement cultivées⁴². Il est prévu que la demande mondiale en eau va augmenter de 30 pour cent et la demande d'aliments et celle d'énergie de 50 pour cent chacune⁴³. Parallèlement à l'augmentation de la concurrence internationale pour obtenir ces ressources, les femmes et les hommes vivant dans la pauvreté seront les plus gravement touchés, en particulier par des prix alimentaires élevés et volatiles, ainsi que par les accaparements de terres et d'eau. Faire valoir leurs droits aux ressources dont ils dépendent sera une priorité absolue.

4. L'utilisation inefficace des ressources naturelles intensifie la pression subie par la planète

En plus de ces vastes inégalités d'utilisation des ressources, il existe des inefficacités dans la manière dont les ressources naturelles sont transformées, recyclées et rétablies pour satisfaire les besoins humains – en particulier les besoins d'aliments, de transport et d'énergie. En voici quelques exemples :

- **La nourriture gaspillée** : tous les ans, le consommateur moyen d'Europe et d'Amérique du Nord jette entre 95 et 115 kg d'aliments comestibles. La quantité d'aliments gaspillés par les consommateurs des pays industrialisés chaque année (222 millions de tonnes) est presque aussi élevée que la production alimentaire nette totale de l'Afrique sub-saharienne (230 millions de tonnes).⁴⁴
- **Eau d'irrigation** : l'efficacité en surface de l'irrigation par l'eau (la part d'eau d'irrigation qui parvient réellement à la plante) oscille entre 50 et 60 pour cent au Japon et à Taïwan, entre à peine 40 et 50 pour cent en Malaisie et au Maroc, et est très faible, entre 25 et 40 pour cent, en Inde, au Mexique, au Pakistan, aux Philippines et en Thaïlande⁴⁵.
- **Transport** : des modifications progressives des moteurs et de l'aérodynamique des nouvelles voitures pourraient entraîner une amélioration de 50 pour cent de l'économie moyenne de carburant de toutes les voitures en circulation à l'échelle mondiale d'ici à 2050⁴⁶.

Les améliorations de l'efficacité à elles seules ne suffisent pas (elles peuvent entraîner une baisse des prix, ce qui peut avoir pour effet une augmentation de l'utilisation totale des ressources – une ironie appelée l'« effet rebond »), de sorte que des mesures de

réduction de l'utilisation totale des ressources sont souvent requises en même temps. Une étude a mis en évidence des améliorations de la productivité des ressources déjà disponibles qui pourraient permettre de satisfaire presque 30 pour cent de l'augmentation de la demande de ressources en 2030 si elles étaient largement diffusées et mises en œuvre⁴⁷. Mais les interventions de ce type doivent être conçues et mises en œuvre de manières qui respectent les droits de l'homme ainsi que les limites de la planète, afin que, en plus d'accroître l'utilisation efficace des ressources, elles contribuent également à rendre les activités économiques plus inclusives et durables.

Vivre à l'intérieur du donut

Les quatre idées ci-dessus montrent clairement que, pour pénétrer dans l'espace sûr et juste pour l'humanité, il faut assurer bien plus d'équité dans la distribution des revenus et de l'utilisation des ressources, aussi bien à l'intérieur des pays qu'entre eux, ainsi que bien plus d'efficacité sur le plan de la manière dont les ressources sont utilisées.

Le but premier du développement économique mondial doit consister à permettre à l'humanité de prospérer dans l'espace sûr et juste, en mettant fin aux privations et en restant en-deçà des limites durables de l'utilisation des ressources naturelles. Les politiques traditionnelles de croissance économique ont largement échoué à donner les résultats escomptés à deux égards : une quantité très insuffisante d'avantages de la croissance économique sont allés aux personnes vivant dans la pauvreté, et une part bien trop importante de la croissance du PIB a eu lieu en entraînant la dégradation des ressources naturelles. La question économique cruciale est celle de savoir si oui ou non la croissance mondiale du PIB peut être exploitée comme un outil permettant de se situer dans le donut – ou bien s'il faut adopter une approche différente du développement économique.

Les politiques désormais requises pour accomplir cette transition sociale et économique sans précédent couvrent un ordre du jour vaste, qui dépasse la portée du présent document de discussion. Mais le cadre des limites sociales et planétaires fournit une boussole d'échelle mondiale pour y parvenir.

7 LANCER LE DÉBAT

Ce document de discussion a présenté dans ses grandes lignes un cadre conceptuel visuel des limites planétaires et sociales comme une nouvelle manière de voir le développement durable. Il a tenté de quantifier ces limites, a examiné certaines de leurs interactions et mis en relief les vastes inégalités et inefficacités en matière d'utilisation des ressources qui font que l'humanité vit largement en dehors du donut.

Si l'on veut que le présent cadre soit utile au moment de faire avancer les débats portant sur le développement durable, alors il faut tenter de répondre à un certain nombre de questions qu'il soulève :

1. Qui devrait déterminer les dimensions et les limites d'un plancher social convenu au niveau international et d'un plafond environnemental, et comment ?
2. Quelles sont les implications de ce cadre pour la formulation de nouveaux objectifs de développement mondiaux au-delà de 2015, dans le cadre des processus des OMD et de Rio+20 ?
3. Comment pourrait-on adapter le cadre au niveau régional ou national afin de traduire l'importance des seuils régionaux pour de nombreuses limites planétaires ?
4. Comment les inégalités en matière d'utilisation des ressources dans le monde pourraient-elles être représentées clairement dans le cadre ?
5. Comment ce cadre pourrait-il être élargi pour examiner les parts équitables d'effort requis, entre les pays et en leur sein, afin de ramener l'humanité dans l'espace sûr et juste ?
6. Quels sont les grands changements d'orientation requis pour parvenir à un développement économique qui ramène l'humanité en-deçà des limites sociales et planétaires ?

ANNEXE 1

Préoccupations sociales et environnementales soulevées dans les documents présentés par les gouvernements en vue de Rio+20 (80 en tout)

Question sociale	Nombre de mentions dans les documents présentés	Question environnementale	Nombre de mentions dans les documents présentés
Accès à l'énergie	68	Changements climatiques	72
Sécurité alimentaire	65	Biodiversité	64
Pauvreté de revenu	64	Ressources en eau	62
Eau et assainissement	60	Gestion des terres et des forêts	56
Emplois/travail décent	56	Dégradation des sols, y compris utilisation d'azote et de phosphore	47
Soins de santé	53	Ressources marines, y compris acidification des océans	40
Éducation	50	Pollution chimique	39
Résilience	48	Gestion des déchets	35
Égalité des sexes	43	Désertification	32
Voix et participation	43	Ressources minérales et pétrolières	18
Iniquité sociale	41	Pollution de l'air (aérosols)	15
Accès aux moyens de transport	30	Appauvrissement de l'ozone	8
Culture et droits autochtones	23		
Logements adéquats	19		
Protection sociale	14		

Source : Oxfam, basé sur <http://www.uncsd2012.org/Rio+20/index.php?menu=115>. Les questions sociales ombrées et en caractères gras sont celles mentionnées dans au moins la moitié des documents présentés, et forment donc l'ensemble des priorités sociales pour Rio+20.

NOTES

- ¹ Mesuré d'après l'empreinte écologique mondiale de l'humanité. Voir le site Web du Global Footprint Network : <http://www.footprintnetwork.org> (dernière consultation novembre 2011)
- ² J. Stiglitz, A. Sen et J-P. Fitoussi (2009) 'Report by the Commission on the Measurement of Economic Performance and Social Progress', p. 9. Disponible sur : <http://www.stiglitz-sen-fitoussi.fr/en/index.htm> (dernière consultation novembre 2011)
- ³ Commission mondiale sur l'environnement et le développement (1987) « Notre avenir à tous », New York : ONU. Disponible sur : <http://www.un-documents.net/wced-ocf.htm> (dernière consultation janvier 2012)
- ⁴ ONU (1992) « Déclaration de Rio sur l'environnement et le développement », New York : ONU. Disponible sur : <http://www.un.org/documents/ga/conf151/aconf15126-1annex1.htm> (dernière consultation janvier 2012); et ONU (1992) « Agenda 21 : le programme d'action des Nations Unies de Rio », New York: ONU. Disponible sur : <http://www.un.org/esa/dsd/agenda21/index.shtml> (dernière consultation janvier 2012)
- ⁵ J. Rockström *et al.* (2009a) 'Planetary boundaries: exploring the safe operating space for humanity', *Ecology and Society* 14(2): 32. Disponible sur : <http://www.ecologyandsociety.org/vol14/iss2/art32/> (dernière consultation novembre 2011)
- ⁶ J. Rockström *et al.* (2009b) 'A safe operating space for humanity', *Nature* 461, 23 septembre 2009. Disponible sur : <http://www.nature.com/nature/journal/v461/n7263/full/461472a.html> (dernière consultation janvier 2012)
- ⁷ ONU (1948) « La déclaration universelle des droits de l'homme », Genève : ONU. Disponible sur : <http://www.un.org/en/documents/udhr/> (dernière consultation novembre 2011)
- ⁸ Cela est renforcé par le principe 5 de la Déclaration de Rio sur l'environnement et le développement, qui stipule « Tous les Etats et tous les peuples doivent coopérer à la tâche essentielle de l'élimination de la pauvreté, qui constitue une condition indispensable du développement durable, afin de réduire les différences de niveaux de vie et de mieux répondre aux besoins de la majorité des peuples du monde. » (Voir la note 4 pour la source).
- ⁹ La sécurité alimentaire se base sur la prévalence de la sous-alimentation. Données de la FAO, disponibles sur <http://www.fao.org/economic/ess/ess-fs/fs-data/ess-fadata/en/> (dernière consultation janvier 2012)
- ¹⁰ La pauvreté de revenu se base sur la population qui vit avec moins de 1,25 dollars (PPA) par jour. Données de S. Chen et M. Ravallion (2008) 'The developing world is poorer than we thought but no less successful in the fight against poverty', World Bank Policy Research Working Paper No. 4703. Disponible sur : http://econ.worldbank.org/external/default/main?pagePK=64165259&piPK=64165421&theSitePK=469382&menuPK=64216926&entityID=000158349_20100121133109 (dernière consultation janvier 2012). L'éducation primaire se base sur le taux d'inscription total net dans des établissements primaires. Données de World Databank, disponibles sur : <http://databank.worldbank.org/ddp/home.do> (dernière consultation janvier 2012)
- ¹¹ La privation d'eau se base sur le pourcentage de la population qui utilise une source d'eau améliorée. La privation d'assainissement se base sur le pourcentage de la population qui utilise un système d'assainissement amélioré. La privation d'éducation parmi les adultes se base sur le taux d'alphabétisme parmi les personnes âgées d'entre 15 et 24 ans. L'inégalité de genre se base sur l'écart entre la part des femmes et celle des hommes de l'emploi salarié non agricole, et sur l'écart entre le nombre de femmes et celui d'hommes qui occupent des sièges parlementaires nationaux. Toutes les données proviennent de UNStat (2011) « Le rapport 2011 sur les Objectifs du Millénaire pour le développement », disponible sur : <http://unstats.un.org/unsd/mdg/Resources/Static/Data/2011%20Stat%20Annex.pdf> (dernière consultation janvier 2012).
- ¹² La privation de soins de santé se base sur la population estimée sans accès régulier aux médicaments essentiels. Données de l'Organisation mondiale de la santé (OMS) (2004) *Equitable Access to Essential Medicines: A Framework for Collective Action*, Genève : OMS. Disponible sur : http://whqlibdoc.who.int/hq/2004/WHO_EDM_2004.4.pdf (dernière consultation novembre 2011)
- ¹³ L'accès à l'énergie se base sur la population qui n'a pas accès à l'électricité et sur la population qui n'a pas accès à des installations salubres de préparation des aliments. Données de l'AIE (2011) *'Energy for All' World Energy Outlook 2011*, Paris : AIE. Disponible sur : http://www.iea.org/Papers/2011/weo2011_energy_for_all.pdf (dernière consultation janvier 2012)
- ¹⁴ L'iniquité sociale se base sur les coefficients Gini nationaux. F. Solt (2009) 'Standardising the World Income Inequality Database', *Social Science Quarterly* 90(2): 231-242. SWIID Version 3.0, juillet 2010. Disponible sur : <http://hdl.handle.net/1902.1/11992> (dernière consultation décembre 2011)
- ¹⁵ Toutes les données proviennent d'UNStat (2011) *op. cit.*
- ¹⁶ *Ibid*

-
- ¹⁷ M. Molina (2009) 'Planetary boundaries: the devil is in the detail', *Nature Reports Climate Change*, 23 septembre 2009. Disponible sur : <http://www.nature.com/climate/2009/0910/full/climate.2009.97.html> (dernière consultation janvier 2012)
- ¹⁸ S. Bass (2009) 'Planetary boundaries: keep off the grass', *Nature Reports Climate Change*, 23 septembre 2009. Disponible sur : <http://www.nature.com/climate/2009/0910/full/climate.2009.94.html> (dernière consultation janvier 2012)
- ¹⁹ C. Samper (2009) 'Planetary boundaries: rethinking biodiversity', *Nature Reports Climate Change*, 23 septembre 2009. Disponible sur : <http://www.nature.com/climate/2009/0910/full/climate.2009.99.html> (dernière consultation janvier 2012)
- ²⁰ W. Schlesinger (2009) 'Planetary boundaries: thresholds risk prolonged degradation', *Nature Reports Climate Change*, 23 septembre 2009. Disponible sur : <http://www.nature.com/climate/2009/0910/full/climate.2009.93.html> (dernière consultation janvier 2012)
- ²¹ Pour un complément d'information sur les idées juridiques étayant cette proposition, voir le site Web de la Planetary Boundaries Initiative : www.planetaryboundariesinitiative.org (dernière consultation novembre 2011)
- ²² S. Carpenter et E. Bennett (2011) 'Reconsideration of the planetary boundary for phosphorus', *Environmental Research Letters* 6. Disponible sur : http://iopscience.iop.org/1748-9326/6/1/014009/pdf/1748-9326_6_1_014009.pdf (dernière consultation janvier 2012)
- ²³ Ce principe est stipulé dans la Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques (1992), Disponible sur : <http://unfccc.int/resource/docs/convkp/conveng.pdf> (dernière consultation janvier 2012)
- ²⁴ Ce concept de combinaison des limites planétaires et sociales fait écho au concept d'« espace environnemental » élaboré par Friends of the Earth in 1992, qui définit des limites supérieures et inférieures d'utilisation durable des ressources, sur la base de la capacité de la nature et du besoin social. Une illustration de ce concept est disponible sur : <http://www.foeeurope.org/sustainability/foeapproach/espace/t-content-espace.htm> (dernière consultation janvier 2012)
- ²⁵ A. Renton (2009) « Le coût humain du changement climatique : climat, impact humain et pauvreté », document d'information 130 d'Oxfam, Oxford: Oxfam International. Disponible sur : <http://www.oxfam.org/policy/bp130-suffering-the-science> (dernière consultation janvier 2012)
- ²⁶ OCDE/AIE (2010) 'Energy Poverty: How to make modern energy access universal?' Extrait spécial de *World Energy Outlook 2010*, Paris : OCDE/AIE. Disponible sur : http://www.iea.org/weo/docs/weo2010/weo2010_poverty.pdf (dernière consultation janvier 2012)
- ²⁷ B. Zagma (2011) « Terres et pouvoirs », Oxford : Oxfam International. Disponible sur : <http://www.oxfam.org/sites/www.oxfam.org/files/bp151-land-power-rights-acquisitions-220911-en.pdf> (dernière consultation janvier 2012). Oxfam a mis en relief un cas précis en Ouganda des impacts des plantations liées aux crédits carbone : voir M. Grainger et K. Geary (2011) 'The New Forests Company and its Uganda plantations: An Oxfam case study', Oxford : Oxfam International. Disponible sur : <http://www.oxfam.org/en/grow/policy/new-forests-company-and-its-uganda-plantations-oxfam-case-study> (dernière consultation janvier 2012)
- ²⁸ FAO (2011) 'Price volatility in food and agricultural markets: Policy responses', Rome : FAO. Rapport destiné au G20 sur la volatilité des prix des produits alimentaires. Disponible sur : http://www.fao.org/fileadmin/templates/est/Volatility/Interagency_Report_to_the_G20_on_Food_Price_Volatility.pdf (dernière consultation janvier 2012)
- ²⁹ R. Bailey (2008), « Une autre vérité qui dérange: Comment les politiques en matière d'agrocarburants aggravent la pauvreté et accélèrent le changement climatique », Document d'information 114 d'Oxfam, Oxford: Oxfam International. Disponible sur : <http://www.oxfam.org/en/campaigns/climatechange/highlights> (dernière consultation janvier 2012)
- ³⁰ X. Ju *et al.* (2009) 'Reducing environmental risk by improving N management in intensive Chinese agricultural systems', *Proceedings of the National Academy of Sciences of the United States of America*, Vol 106 No. 9. Disponible sur : <http://www.pnas.org/content/106/9/3041.full.pdf+html> (dernière consultation janvier 2012)
- ³¹ Département des Nations Unies des affaires économiques et sociales (2011) 'World Population Prospects: The 2010 Revision'. New York : Nations Unies. Disponible sur : <http://esa.un.org/unpd/wpp/index.htm> (dernière consultation novembre 2011)
- ³² Département de l'énergie et du changement climatique (2011), 'Annual report on food poverty statistics 2011', Londres : National Statistics. Disponible sur : <http://www.decc.gov.uk/assets/decc/Statistics/fuelpoverty/2181-annual-report-fuel-poverty-stats-2011.pdf> (dernière consultation janvier 2012)
- ³³ FAO (2011) 'Global food losses and food waste: Extent, causes and prevention', Rome : FAO. Disponible sur : http://www.fao.org/fileadmin/user_upload/ags/publications/GFL_web.pdf (dernière consultation janvier 2012)

³⁴ Calculé pour chaque pays en multipliant le déficit alimentaire moyen de la population sous-alimentée par la population sous-alimentée totale, puis en divisant le total mondial par la quantité de nourriture disponible à l'échelle mondiale (quantité mondiale de nourriture par habitant x population mondiale). Sources (pour les deux, dernière consultation janvier 2012) :

Déficit alimentaire et population sous-alimentée : <http://www.fao.org/economic/ess/ess-fs/fs-data/ess-fadata/en>

Quantité mondiale de nourriture par habitant et population mondiale : <http://faostat.fao.org>

³⁵ OCDE/AIE (2011) 'Energy for All: Financing Access for the Poor', Paris : OCDE/AIE. Disponible sur : http://iea.org/papers/2011/weo2011_energy_for_all.pdf (dernière consultation novembre 2011)

³⁶ L. Chandy et G. Gertz (2011) 'Poverty in numbers: The changing state of global poverty from 2005 to 2015', Washington DC: The Brookings Institution. Disponible sur : http://www.brookings.edu/~media/Files/rc/papers/2011/01_global_poverty_chandy/01_global_poverty_chandy.pdf (dernière consultation janvier 2012). Le montant requis, sur la base des données de 1995, est estimé à 96 milliards de dollars. Il s'agit du revenu supplémentaire net devant être transféré aux personnes en situation de pauvreté, et il exclut les frais généraux et de distribution.

³⁷ S. Chakravarty *et al.* (2009) 'Sharing global CO₂ emission reductions among one billion high emitters', Proceedings of the National Academy of Sciences, Vol 106, No. 29, juillet 2009. Disponible sur : <http://www.pnas.org/content/106/29/11884> (dernière consultation novembre 2011), et S. Chakravarty, R. Socolow et S. Pacala (2009) 'A focus on individuals can drive nations towards a low carbon world', Climate Science and Policy, 13 novembre 2009. Disponible sur : <http://www.climatescienceandpolicy.eu/2009/11/a-focus-on-individuals-can-guide-nations-towards-a-low-carbon-world/>. Les calculs se basent sur les données de 2003.

³⁸ B. Milanovic (2009) 'Global Inequality Recalculated: The Effect of New 2005 PPP Estimates on Global Inequality', World Bank Policy Research Working Paper No. 5061. Disponible sur : <http://ideas.repec.org/p/wbk/wbrwps/5061.html> (dernière consultation novembre 2011). Les calculs se basent sur les données de 2002 et les revenus sont exprimés en dollars internationaux (PPA).

³⁹ World Databank (2011) Données pour 2008. Les dépenses des consommateurs sont présentées en PPA (parité du pouvoir d'achat) du dollar. Voir 'New data and tools on climate change'. Disponible sur : <http://data.worldbank.org> (dernière consultation novembre 2011)

⁴⁰ M.A. Sutton *et al.* (2011) 'Too much of a good thing', *Nature*, 472 (14 April). Disponible sur : http://www.ecn.nl/fileadmin/ecn/units/bio/Overig/Nature_about_Nitrogen_.pdf (dernière consultation novembre 2011)

⁴¹ H. Kharas (2010) 'The emerging middle class in developing countries', Working Paper No. 285. France : Centre de développement de l'OCDE. Disponible sur : <http://www.oecd.org/dataoecd/12/52/44457738.pdf> (dernière consultation janvier 2012)

⁴² R. Dobbs *et al.* (2011) 'Resource revolution: Meeting the world's energy, materials, food and water needs', McKinsey Global Institute. Disponible sur : http://www.mckinsey.com/Features/Resource_revolution (dernière consultation janvier 2012)

⁴³ Foresight (2011) 'The Future of food and farming: Challenges and choices for global sustainability', Londres : Government Office for Science. Disponible sur : <http://www.bis.gov.uk/assets/bispartners/foresight/docs/food-and-farming/11-546-future-of-food-and-farming-report.pdf>

⁴⁴ J. Gustavsson *et al.* (2011) 'Global Food Losses and Food Waste: Extent, Causes and Prevention'. Rome : FAO. Disponible sur : http://www.fao.org/fileadmin/user_upload/ags/publications/GFL_web.pdf (dernière consultation novembre 2011)

⁴⁵ S. Postel et A. Vickers (2004) 'Boosting Water Productivity', dans Worldwatch Institute (2004) *State of the World 2004*, New York : W.W. Norton & Co.

⁴⁶ FIA Foundation *et al.* (2009), '50by50: Global fuel economy initiative'. Disponible sur : http://www.fiafoundation.org/50by50/documents/50BY50_report.pdf (dernière consultation janvier 2012)

⁴⁷ R. Dobbs *et al.* (2011) *op. cit.*

© Oxfam International février 2012

Ce document a été rédigé par Kate Raworth, avec le concours de Mark Fried, Richard King, Christian Guthier, Jonathan Mazliah, Tom Fuller, Kathryn O'Neill, Carmen Antolin, Glo Smith, Iain Potter et Zhang Chenwei, et les précieuses contributions et idées de nombreux collègues d'Oxfam International. Nous tenons à remercier Peter Roderick, Tim Lenton, Mark Sutton, Sarah Cornell, Will Steffen, Mark Stafford-Smith, Debbie Tripley, Åsa Persson, Niall Watson, Tim O'Riordan, Halina Ward, Felix Dodds, Alex Evans, Tom Bigg, Oliver Greenfield, Surendra Shrestha, Sheng Fulai, Juan Hoffmaister, Victor Anderson, Claire Melamed, Matthew Lockwood, Charles Godfrey, Kevin Watkins, Roman Krznaric, Jim Thomas, Mark Suzman, Alessandra Casazza et Bruno Zanarini, pour leurs excellents commentaires et suggestions.

Cette publication est soumise à des droits d'auteur, mais le texte peut être utilisé librement à des fins de plaidoyer, de campagne, d'éducation et de recherche moyennant mention complète de la source. Le détenteur des droits demande que toute utilisation lui soit notifiée à des fins d'évaluation. Pour copie dans toute autre circonstance, réutilisation dans d'autres publications, traduction ou adaptation, une permission doit être accordée et des frais peuvent être demandés. Courriel: publish@oxfam.org.uk.

Pour toute information complémentaire sur les questions soulevées dans ce document, veuillez envoyer un courriel à advocacy@oxfaminternational.org

Les informations contenues dans ce document étaient correctes au moment de la mise sous presse.

www.oxfam.org

Publié par Oxfam GB pour Oxfam International sous l'ISBN 978-1-78077-066-6 en février 2012. Oxfam GB, Oxfam House, John Smith Drive, Cowley, Oxford, OX4 2JY, Royaume-Uni.

Oxfam est une confédération internationale de 15 organisations qui travaillent ensemble dans 92 pays pour trouver des solutions durables à la pauvreté et l'injustice :

Oxfam Amérique (www.oxfamamerica.org),
Oxfam Allemagne (www.oxfam.de),
Oxfam Australie (www.oxfam.org.au),
Oxfam-en-Belgique (www.oxfamsol.be),
Oxfam Canada (www.oxfam.ca),
Oxfam France (www.oxfamfrance.org),
Oxfam Grande-Bretagne (www.oxfam.org.uk),
Oxfam Hong Kong (www.oxfam.org.hk),
Intermon Oxfam Espagne (www.intermonoxfam.org),
Oxfam Irlande (www.oxfamireland.org),
Oxfam Mexico (www.oxfammexico.org),
Novib Oxfam Pays-Bas (www.oxfamnovib.nl),
Oxfam Nouvelle-Zélande (www.oxfam.org.nz),
Oxfam Québec (www.oxfam.qc.ca) et
Oxfam Inde (www.oxfamindia.org).

Les organisations suivantes, actuellement membres observateurs d'Oxfam International, travaillent vers une possible affiliation complète :

Oxfam Japon (www.oxfam.jp)
Oxfam Italie (www.oxfamitalia.org)

N'hésitez pas à écrire aux organisations répertoriées ci-dessus pour toute information complémentaire. Vous pouvez également vous rendre sur : www.oxfam.org/fr. Courriel: advocacy@oxfaminternational.org